

Sommet des Amériques du 11 avril 2015

Raul Castro : nous sommes venus accomplir le mandat de Marti avec la liberté conquise de nos propres mains

Le président Raul Castro a affirmé ce samedi que Cuba est venue au 7e Sommet des Amériques pour accomplir le mandat de Marti avec la liberté conquise de nos propres mains.



Il a remercié la solidarité de tous les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a rendu possible le fait que Cuba participe sur un pied d'égalité à ce forum hémisphérique, et le président de la République du Panama pour son invitation et pour les minutes accordées, car « *autant d'années d'absence* » à ce rendez-vous justifiaient qu'ils s'étende un peu plus que les huit minutes établies pour parler à la session.

Il a déclaré que lorsque les 2 et 3 décembre 2011 fut créée la Communauté des États latino-américains et caribéens, à Caracas, une nouvelle étape de histoire de Notre Amérique a été inaugurée, qui a confirmé son droit bien mérité de vivre en paix et de se développer, comme le décideront librement ses peuples et un chemin de développement

et d'intégration pour le futur a été tracé, basé sur la coopération, la solidarité et la volonté commune de préserver l'indépendance, la souveraineté et l'identité.

En 1800, il fut envisagé d'ajouter Cuba à l'Union du Nord en tant que limite de son empire immense. Au 19^e siècle, surgirent la Doctrine de la Destinée manifeste, qui avait pour objectif de dominer les Amériques et le monde, et l'idée du Fruit mûr qui prévoyait l'attraction inévitable de Cuba vers l'Union nord-américaine, qui méprisait la naissance et le développement d'une pensée propre et émancipatrice.

Il a affirmé qu'ensuite, par le biais de guerres, de conquêtes et d'intervention, cette force expansionniste et hégémonique dépouilla Notre Amérique de territoires et s'étendit jusqu'au Rio Bravo.

Après l'échec de longues luttes, José Marti organisa la « *guerre nécessaire* » et créa le Parti révolutionnaire cubain pour conduire et fonder une République « *avec tous et pour le bien de tous* », qui se proposa d'atteindre « *la dignité pleine de l'Homme* ».

En définissant avec justesse et anticipation les traits de son époque, Marti se consacra au devoir « *d'empêcher à temps, avec l'indépendance de Cuba, que les États-Unis ne s'étendent à travers les Antilles, et ne tombent, avec cette force supplémentaire, sur nos terres d'Amérique* ».

Notre Amérique est pour José Marti celle du créole, de l'indien, celle du Noir et du mulâtre, l'Amérique métisse et travailleuse qui devait faire cause commune avec les opprimés et les dépouillés. Aujourd'hui, au-delà de la géographie, c'est un idéal qui commence à devenir une réalité, a-t-il dit.

Il a ajouté qu'il y a 117 ans, le 11 avril 1898, le président des États-Unis de l'époque demanda au Congrès l'autorisation d'intervenir militairement dans la Guerre d'indépendance, que nous avons déjà gagnée au prix de fleuves de sang cubain, et celui-ci émit sa Résolution conjointe perfide, qui reconnaissait l'indépendance de l'Île « *de fait et de droit* ». Ils entrèrent comme alliés et s'emparèrent du pays comme des occupants.

Il fut imposé un appendice à la Constitution de Cuba, l'Amendement Platt, qui la dépouilla de sa souveraineté, autorisait le puissant voisin à intervenir dans les affaires internes et fut à l'origine de la Base navale de Guantanamo, qui encore aujourd'hui usurpe une partie de notre territoire. Durant cette période, l'invasion du capital nord-américain augmenta, il y eut deux interventions militaires et le soutien à de cruelles dictatures.

Le 1er Janvier 1959, 60 ans après l'entrée des soldats nord-américains à La Havane, la Révolution cubaine triomphait et l'Armée rebelle commandée par Fidel Castro Ruz arriva dans la capitale.

Le 6 avril 1960, à peine un an après le triomphe, le sous-secrétaire d'État Lester Mallory écrivit dans un mémorandum pervers, déclassifié des dizaines d'années plus tard, que « *la majorité des Cubains appuient Castro... Il n'y a pas d'opposition politique effective. Le seul moyen prévisible pour le priver de soutien interne, c'est à travers le désenchantement et le découragement basés sur l'insatisfaction et les pénuries*

économiques [...] affaiblir la vie économique [...] et priver Cuba d'argent et d'approvisionnements, afin de réduire les salaires nominaux et réels, provoquer la faim, le désespoir et le renversement du gouvernement », a cité le président.

Il a déclaré ensuite que les Cubains ont supporté de grandes pénuries. 77% de la population cubaine est née sous la rigueur imposée par le blocus. « *Mais nos convictions patriotiques ont prévalu. L'agression a augmenté la résistance et a accéléré le processus révolutionnaire. Nous sommes ici le front haut et la dignité intacte* », a-t-il souligné.

Alors que nous avons proclamé le socialisme et que le peuple avait combattu à Playa Giron pour le défendre, le Président Kennedy fut assassiné, précisément au moment où le leader de la Révolution cubaine, Fidel Castro, recevait un message de celui-ci, qui souhaitait entamer le dialogue, a-t-il poursuivi.

Plus loin, le général d'armée a affirmé qu'il a dit et qu'il le lui répétait aujourd'hui au Président Barack Obama notre disposition au dialogue respectueux et à la coexistence civilisée entre les deux pays, malgré nos profondes différences.

Il a estimé que le président Obama est un homme honnête et, selon lui, sa forme d'être obéit à son origine humble. Mais normaliser les relations, c'est une chose et le blocus en est une autre.

Il a apprécié comme un pas positif sa récente déclaration selon laquelle il prendra rapidement une décision sur la présence de Cuba dans une liste de pays soutenant le terroriste, dans laquelle elle n'aurait jamais dû figurer, a ajouté Raul.

À ce jour, le blocus économique, commercial et financier est appliqué avec toute sa rigueur contre l'Île, provoque des dommages et des pénuries dont souffre le peuple et il est l'obstacle essentiel au développement de notre économie. Il constitue une violation du Droit international et sa dimension extraterritoriale affecte les intérêts de tous les États, a-t-il souligné.

Pour notre part, nous continuerons à travailler au processus de mise à jour du modèle économique cubain, avec pour objectif de perfectionner notre socialisme, avancer vers le développement et consolider les réussites d'une Révolution qui s'est proposée de « conquérir toute la justice », a dit Raul.

Il a réaffirmé que le Venezuela n'est ni ne peut être une menace à la sécurité nationale d'une superpuissance comme les États-Unis et a qualifié de positif le fait que président nord-américain l'ait reconnu.

« *Cuba continuera de défendre les idées pour lesquelles notre peuple a assumé les plus grands sacrifices et les risques et a lutté, avec les pauvres, les malades sans soins médicaux, les chômeurs, les enfants abandonnés à leur sort ou obligés de travailler ou de se prostituer, les affamés, les discriminés, les opprimés et les exploités qui constituent l'immense majorité de la population mondiale* », a-t-il souligné.

Il a fait également référence à la spéculation financière, aux privilèges de Bretton Woods et au système unilatéral de la convertibilité du dollar en or qui sont de plus en plus asphyxiants. « Nous avons besoin d'un système financier transparent et équitable. »

Il n'est pas possible d'accepter que moins d'une dizaine de gigantesques groupes de médias principalement nord-américaines, déterminent ce qui se lit, se voit ou s'écoute sur la planète, a-t-il dit.

La gouvernance d'Internet doit être internationale, démocratique et participative, spécialement dans la génération de contenus, a-t-il dit. Paraphrasant une fable d'Ésope, il a signalé qu'Internet sert pour le meilleur mais aussi pour le pire.

Il a également considéré comme inacceptable la militarisation du cyberspace et l'utilisation secrète et illégale de systèmes informatiques pour agresser d'autres États. **« Nous ne permettrons pas que l'on nous éblouisse ni que l'on nous colonise une nouvelle fois », a-t-il dit.**

Pour conclure, il déclaré que les relations hémisphériques doivent changer profondément, en particulier dans les domaines politiques, économiques et culturels afin que, basées sur le Droit international et dans l'exercice de l'autodétermination et de l'égalité souveraine, elles s'orientent vers le développement de liens mutuellement profitables et la coopération au service des intérêts de toutes nos nations et aux objectifs que nous nous fixerons.

Il a rappelé que l'approbation, en janvier 2014, au 2^e Sommet de la CELAC, à La Havane, de la proclamation de l'Amérique latine et la Caraïbe comme Zone de paix, a constitué une contribution transcendante dans ce sens, marquée par l'unité latino-américaine et caribéenne dans sa diversité.

Le président cubain a affirmé que l'on doit respecter, comme le déclare la Proclamation de l'Amérique latine et la Caraïbe comme Zone de paix, « le droit inaliénable de tout État à choisir son système politique, économique, social et culturel, comme une condition essentielle pour garantir la coexistence pacifique entre les nations. »

Il a conclu en disant que grâce à Fidel et à l'héroïque peuple cubain, nous sommes venus à ce Sommet, pour accomplir le mandat de José Martí, avec la liberté conquise de nos propres mains, *« fiers de Notre Amérique, pour la servir et l'honorer... avec la détermination et la capacité d'avoir contribué au fait qu'on l'estime pour ses mérites et qu'on la respecte pour ses sacrifices ».*

Source : <http://fr.granma.cu/mundo/2015-04-11/raul-castro-nous-sommes-venus-accomplir-le-mandat-de-marti-avec-la-liberte-conquise-de-nos-propres-mains>